

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

DERRIERE L'AGRESSION AU ZAIRE : L'URSS

Un an après l'échec de l'agression menée par les gendarmes katangais du « Front national de libération du Congo », le sud du Zaïre est à nouveau le théâtre de combats. Comme en 1977, les troupes bien armées venues d'Angola (en traversant, semble-t-il la Zambie) ont attaqué la province du Shaba. Deux importants centres miniers de cette province (ex-Katan-

ga) sont les principales cibles de l'opération militaire. Pour le moment, la situation sur le terrain semble confuse, les informations étant contradictoires.

Ces combats posent les mêmes questions qu'il y a un an. D'abord, qui sont ces « rebelles du FNLC », anciens gendarmes katangais ? Ils sont bien connus du peuple zaïrois pour les atrocités dont ils se sont

rendus coupables envers lui à l'époque de la lutte pour l'indépendance. Les gendarmes katangais et Mmumba, le chef du FNLC, sont des mercenaires de l'impérialisme. Ils ont servi le colonialisme belge et l'impérialisme US autrefois tandis que Mmumba était chef de la police du sinistre Tshombe. Par la suite, ils sont intervenus en Angola pour le compte du colonialisme por-

tugais. Après quoi, leur chef, Mmumba, prit le chemin de Moscou où il séjourna. On le vit réapparaître, il y a un an, à la tête des troupes qui agressent le Zaïre. C'est encore lui aujourd'hui qui conduit les opérations. Voilà le genre de « rebelles » qui sont aujourd'hui à l'œuvre dans la province du Shaba.

(Suite page 8)

• RATP

MALGRE LES MANOEUVRES DE DIVISION, RENFORÇONS NOTRE UNITE DANS L'ACTION POUR VAINCRE



La semaine dernière, les machinistes manifestaient devant la direction RATP.

Voir en page 8 le texte du tract diffusé par les militants du PCMLF dans les dépôts d'autobus

Lisez chaque jour notre série en page 3 intitulée :

- CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !
 - POUR SORTIR DE L'IMPASSE DES PARTIS DE GAUCHE !
 - QUELLE VOIE PRENDRE POUR NOS LUTTES, VERS LE SOCIALISME !
- Aujourd'hui : Quelle voie prendre pour changer de régime ?

Editorial

Ils négocient pour ne rien lâcher

Si les promesses d'ouverture sociale, de concertation ont pu leurrer certains travailleurs, au lendemain de ces élections qui ne changent rien, les discours comme la réalité laissent aujourd'hui peu de place aux illusions. « S'il y a quelque chose à gagner en négociant, pourquoi ne pas essayer ? », voilà ce qu'un certain nombre de travailleurs pensaient à l'époque des premiers rendez-vous de Séguy-Maire-Bergeron à l'Élysée et à Matignon.

Et ces derniers, les chefs syndicaux, n'ont pas ménagé les efforts pour donner de la crédibilité à la concertation de Giscard-Barre-Ceyrac.

Or, il est de plus en plus clair aujourd'hui, alors que se multiplient les « structures de négociation » qu'il n'y a rien à négocier. Le premier test, les négociations salariales aux Charbonnages de France - entreprise nationale - a été convaincant de ce point de vue. Les propositions de la direction des Charbonnages sont tellement ridicules que le représentant FO lui-même a déclaré : « On nous offre n'importe quoi » ; même son de cloche du côté CFTC.

Après le discours extrêmement cynique de Barre au Sénat, ses partisans eux-mêmes commencent à craindre que la supercherie de la concertation ne fasse pas longtemps illusion. Ainsi, le journal « L'Aurore » qui écrivait vendredi « Les lendemains du scrutin de mars n'ont éveillé aucune inquiétude tout au contraire : l'esprit de conciliation sociale semblait partagé. Mais voici que des grèves commencent à rôder (...) Qui peut savoir en quoi se muera la stupéfaction générale à laquelle l'annonce de la hausse des carburants a, semble-t-il, mis le comble ? ».

Selon la très officielle « Radio-France », le coût du train de hausses de Barre s'élève à 1 000 F par an et par famille, estimation qu'on ne peut soupçonner d'être exagérée. Quant à la politique d'« assainissement » économique, ses premiers effets sont extrêmement éloquentes. Pour le groupe Bousac qui emploie 11 000 salariés dont la moitié dans les Vosges, on parle ni plus ni moins de dépôt de bilan, de même que deux autres entreprises textiles vosgiennes annonçaient le dépôt de bilan ou la fermeture. Chez Terrin, 825 lettres de licenciement ont été distribuées en fin de semaine. Les Tanneries françaises réunies qui viennent encore de procéder au licenciement de la moitié du personnel menacé de fermer purement et simplement. Le groupe Waterman annonce le licenciement de la moitié du personnel de l'usine Flaminare et chez Manufacture, on annonce trois mois de chômage technique pour la période des vacances, etc.

Les travailleurs n'acceptent absolument pas ces verdicts rendus au nom de la bonne santé des profits monopolistes. 500 travailleurs de chez Bousac sont montés à Paris pour le dire tandis que le port de Marseille était bloqué par une grève de solidarité aux Terrin avec 8 000 manifestants en ville. Dimanche, 3 000 personnes environ ont participé à une journée portes-ouvertes à l'usine de Bort-les-Orgues (Corrèze) des Tanneries françaises réunies. En plus de ces luttes contre les licenciements, plusieurs grèves sont en cours pour les salaires et l'amélioration des conditions de travail : chez les hospitaliers, les cheminots et les machinistes des autobus parisiens ; mais aussi chez Eaton à Saint-Nazaire où les flics sont intervenus vendredi matin pour « libérer » la direction (voir page 8) ; mais aussi aux Brasseries Heineken dans le Bas-Rhin où 600 travailleurs ont entamé une grève reconductible ; mais aussi ce sont les 200 clavistes du groupe de presse « Progrès de Lyon-Dauphiné-Libéré » qui sont en grève pour les classifications, les salaires et les conditions de travail.

C'est la multiplication de telles actions et leur coordination qui peuvent permettre de marquer des points contre le gouvernement. Quoi qu'en disent nos champions de la concertation - Séguy, Maire, Bergeron - Giscard, Barre et Ceyrac ne nous laissent pas d'autre choix.

Le porte-parole de l'OLP à Paris

Notre vision d'avenir, c'est l'Etat démocratique sur l'ensemble de notre patrie

Récemment, tout en menant une publicité tapageuse sur le 30e anniversaire de la création d'Israël, la presse faisait grand bruit autour d'une prétendue reconnaissance de l'Etat d'Israël par divers représentants officiels de la Résistance palestinienne dont le porte-parole de l'OLP à Paris, Ezzedine Kalak. L'agence de presse palestinienne, la Wafa, publiait, le 8 mai dernier, la mise au point suivante, émanant d'Abou Lotf, chef du Département politique de l'OLP, rétablissant les véritables propos d'Ezzedine Kalak. (N.B. : les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge).

« Après avoir étudié le texte de l'interview, il nous a été bien clair que ces réponses ne comprennent aucun propos reconnaissant l'Etat d'Israël, comme tente de le faire une certaine presse en Occident.

« Sa citation d'une phrase du frère Yasser Arafat " Nous ne combattons pas des fantômes ", est une réaffirmation que nous ne combattons pas des moulins à vent et que notre combat n'est pas mené en vain. Car, quand nous reconnaissons que nous combattons contre l'Etat agresseur d'Israël et contre son illégitime existence, tout cela signifie que nous refusons cette existence d'Israël, qui représente une agression contre notre peuple et contre notre nation arabe ».

De son côté, Ezzedine Kalak tenait, le 12 mai, une conférence de presse au cours de laquelle il déclarait :

« ... Vous avez sans doute, grâce aux moyens de propagande énormes mis en œuvre, entendu parler des festivités organisées, ici et là, pour le 30e anniversaire de l'Etat sioniste. Si on pense à cet anniversaire, on ne peut ignorer les mêmes trente années vécues par le peuple palestinien. Vous connaissez déjà les conditions de vie, d'exil et de dispersion de ce peuple, sans oublier l'occupation militaire et la torture.

« Je ne voudrais pas m'étendre sur cet aspect, bien qu'il relève d'une importance capitale, car tous les droits de tout un peuple ont été bafoués et ignorés ».

LA VERITE

« Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est pour rappeler que ces trente ans ont été pleins d'épreuves et de conflits. Ce ne sera pas un regard trompeur, truqué d'images et de mensonges comme l'Etat sioniste a voulu le montrer après avoir commis l'agression sanglante au Sud-Liban, sans oublier d'employer les bombes à fragmentation contre la population civile. Ainsi, 200 000 réfugiés palestiniens et libanais se sont ajoutés aux millions de réfugiés au cours des

guerres précédentes, en plus des destructions massives des villages libanais et des camps de réfugiés palestiniens ».

CRISE

« De nombreux observateurs constatent actuellement que l'Etat d'Israël passe par une phase critique : conflits sociaux graves, crise économique, isolement international quasi-total et contestation interne de la politique expansionniste et agressive. C'est la première fois qu'un mouvement aussi important critique aussi ouvertement la politique expansionniste et agressive d'Israël ».

LE FRUIT DE LA LUTTE

« C'est grâce à la lutte héroïque et les sacrifices immenses consentis par notre peuple que l'identité nationale palestinienne fait son chemin, non seulement dans le monde, mais aussi au cœur même de l'Etat d'Israël. Ce n'est qu'un aspect, certes important, des acquis de notre peuple. De puis treize ans, date du déclenchement de la lutte armée, la Révolution palestinienne a imposé, sur l'échiquier politique régional et international, la volonté politique du peuple palestinien, comme le facteur essentiel dans le conflit du Proche-Orient, sans lequel aucune paix juste et durable ne peut être réalisée. Tous les pays et les peuples l'ont reconnu en tant que tel, sauf les Etats-Unis et l'Etat d'Israël ».

UN ETAT INDEPENDANT

« Le peuple palestinien dirigé par l'OLP, son seul représentant légitime, n'a épargné aucun effort afin de ramener la justice et la paix non seulement pour lui-même, mais aussi pour la communauté juive en Palestine occupée. Notre vision d'avenir pour la paix équitable et durable, c'est l'Etat démocratique sur l'ensemble de notre patrie, la Palestine, où juifs, musulmans et chrétiens vivront en dignité et en égalité. Si le Conseil national palestinien a opté pour l'établissement d'un Etat indé-



En Israël même, la contestation ne cesse de grandir contre l'occupant sioniste.

pendant sur toute parcelle de la Palestine occupée, libérée ou évacuée, c'est parce que le peuple palestinien est soucieux de contribuer à la paix internationale. En Occident, certains confondent consciemment ou inconsciemment effort de paix et capitulation. Jamais le peuple palestinien n'abandonnera la lutte tant que tous ses droits nationaux ne seront pas satisfaits. Jamais le peuple palestinien n'oubliera sa patrie, la Palestine. Mais le peuple palestinien reste fermement décidé à jouer son rôle pour parvenir à la véritable paix basée sur la justice, car notre peuple n'est ni revanchard, ni rancunier. A l'inverse des sionistes, nous ne sommes pas racistes. Cette réalité des choses est partagée par beaucoup de pays non-alignés, islamiques et socialistes. »

L'ISOLEMENT D'ISRAEL

« En même temps, cette analyse fait ses débuts en Occident, même dans la Diaspora juive. Le mythe de l'Etat d'Israël est démasqué. Sa dernière agression au Sud-Liban ne fait que confirmer ce point de vue qu'il a mené une sale guerre, d'après les dires de ses propres sympathisants. Les forces de la Révolution palestinienne sont restées intactes, alors que s'affirme l'importance de l'OLP, comme le seul détenteur de la légitimité palestinienne et la seule voix qui exprime authentiquement les aspirations nationales de notre peuple. »

« Le peuple palestinien poursuivra sa lutte jusqu'à la reconnaissance pleine et entière de son existence, de ses droits nationaux à l'auto-détermination, au retour à sa patrie et à la souveraineté ».

● Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Nouveaux principes en matière d'éducation



Dans le potager de la commune.

Sous l'ancienne société, le peuple cambodgien, composé dans son immense masse de paysans, n'avait pas droit à l'éducation ni à la culture. En peu de temps, un immense travail d'alphabétisation a été réalisé auprès des jeunes et des vieux, faisant tomber le taux d'analphabétisation de 60 à 70 % à moins de 10 %.

En ce qui concerne l'éducation des nouvelles générations au Cambodge, l'orientation suivie est désormais de lier étroitement l'ensei-

gnement théorique et pratique, d'éduquer la jeunesse dans l'amour de la patrie et du peuple.

Actuellement, les enfants cambodgiens étudient les matières de base environ trois heures par jour, par des cours assurés en classe, à l'aide de manuels scolaires rénovés qui ne prônent plus la servilité à l'égard de l'étranger. Le reste de leur journée, ils participent dans les usines, à la fabrication des machines, moteurs, pièces détachées ; dans les coopératives rurales, ils ai-

dent à la culture du riz et des légumes, à la collecte d'engrais naturels, à la construction d'ouvrages hydrauliques, aux soins des animaux. Ils apprennent ainsi à devenir maîtres de la nature au milieu de laquelle ils vivent. Ils participent, à leur rythme et selon leurs capacités propres, aux activités de tout le peuple. Adroits et vifs, attentifs et enthousiastes, les enfants du Kampuchéa nouveau apprennent avec ardeur à servir le peuple et la révolution.

Dans un discours cynique au sénat

Barre se montre sans pitié pour les travailleurs

Dans son discours de vendredi au Sénat, Barre n'a pas pris de gants. Le cynisme était de ri-

Bien sûr, le cynisme de Barre est comme d'habitude enrobé dans des phrases pleurnichardes sur le sort de la France environnée d'un « monde impitoyable de concurrence ». « La mesure en état d'affronter cette concurrence impose, explique-t-il, des mesures qui ne seront pas faciles à prendre ni aisées à supporter ». Mais que voulez-vous, « la France ne peut vivre au-dessus de ses moyens ». Et quand Barre dit « la France », tous les travailleurs auront compris que c'est d'eux qu'il s'agit. Car il y a bien deux poids deux mesures : les capitalistes gardent en toute occasion le haut du pavé alors que les travailleurs, eux, sont jetés en masse sur le pavé.

LES CANARDS
BOITEUX
ONT BON DOS

En apparence, c'est « aux entreprises mal gérées »

qu'il a déjà qualifiées de « canards boiteux » que Barre s'en prend.

« Il n'appartient pas à l'État d'aider les entreprises mal gérées, sauf si elles présentent un plan de redressement convenable, a-t-il dit ; dans une économie de concurrence, les agents économiques doivent prendre leurs responsabilités et en tirer, ou le cas échéant en subir, les conséquences ».

Cela veut dire tout simplement que Barre est bien décidé à favoriser le processus de concentration et de restructuration des grands monopoles. Dans cette restructuration, bien sûr, un certain nombre de patrons risquent de perdre des plumes, mais ceux qui subiront vraiment les conséquences jusqu'à perdre leur emploi, ce sont bien les travailleurs.

gueur pour annoncer la poursuite et le renforcement de l'austérité.

« TRAVAILLEURS,
CONSENTEZ DES
SACRIFICES » EXIGE
BARRE

Si le gouvernement a refusé le plan de Boussac, c'est parce qu'il ne comportait pas, à son goût, suffisamment de licenciements pour « assainir » et rentabiliser l'entreprise. Et quand il déclare : « Si nous avons aujourd'hui du chômage, c'est la conséquence du fait que nos emplois étaient des emplois artificiels liés à l'inflation ». On voit qu'il est résolu à jeter encore plus de travailleurs sur le pavé. En même temps, il leur demande sous prétexte que « eux aussi ont des responsabilités à l'égard de leur pays » d'accepter sans broncher la hausse des prix.

La politique de Barre peut donc prendre différentes formes. On parle aujourd'hui de libéralisme : plus de liberté aux industriels pour fixer leurs prix, moins d'intervention de l'État. Mais quand Barre parlait d'austérité générale, y avait-il en réalité la moindre entrave qui empêchait les monopoles de faire d'énormes profits, qui les empêchait d'augmenter les prix ? Bien sûr que non. Rappelons-nous les indices : augmentations successives des prix. Rappelons-nous aussi la hausse effrénée du chômage.

Aujourd'hui, les prix sont officiellement déclarés libres : voilà au moins qui est clair. Réconfortés par leur victoire électorale, les hommes de la droite n'éprouvent même plus le besoin de se cacher : hausse des prix à visage découvert. Quant au chômage, l'autre chiffre révélateur, il n'y a qu'à voir la série de licenciements et de fermetures qui frappent le textile, la sidérurgie, le bâtiment...

Ira, ira pas ?

Giscard a renoncé à sa visite en Bretagne

Giscard avait annoncé qu'il irait visiter ce week-end les enfants du petit village de Portsall, sinistré par la marée noire. Tous les préparatifs ont été faits pour cela. Ainsi, à l'île d'Ouessant qui devait lui servir d'étape, la Gendarmerie nationale a retenu toutes les chambres disponibles pour deux jours tandis que les habitants assistaient à un ballet inhabituel d'hélicoptères. Eh bien, finalement, Giscard ne s'est pas rendu en Bretagne et il paraît même, d'après le porte-parole de l'Élysée, que la date du 14 mai pour ce voyage

n'avait jamais été « officiellement annoncée ». Mais quand on sait que trois attentats ont eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi à Rennes et à Dinard, que les marins-pêcheurs sont en colère de plus belle après avoir découvert que le pétrole s'échappait à nouveau de l'Amoco Cadiz, que les paysans bretons ont manifesté toute la semaine dernière contre la baisse de leurs revenus... on donne à un tel démenti sa juste valeur : si Giscard ne s'est pas rendu en Bretagne, c'est bel et bien parce qu'il a eu peur d'affronter la colère de la population.

Mercredi 17 mai
à 19 h 30

44, rue de Rennes - Paris

Meeting sur la situation
en Érythrée avec la
participation
d'un membre
du Comité central du
FLPE

Projection du film
SAWRANA
(Notre révolution)
débat



«C'est d'une véritable déclaration de guerre qu'il s'agit»

La direction du PCF s'en prend vivement à Althusser

C'est en terme de déclaration de guerre que Paul Laurent, membre du secrétariat du PCF, apprécie dans l'« Humanité » du 13 mai les déclarations faites par Althusser au journal italien « Paese Sera ». « L'attaque de Louis Althusser contre les principes du centralisme démocratique qui conditionnent finalement la vie et l'efficacité du Parti communiste français, conjuguée à celles qu'il porte contre sa politique et la direction qui la met en œuvre, sera jugée comme il convient par les communistes » déclare-t-il.

Dans son texte, Althusser écrit notamment : « Le rapport de Marchais au Comité central ne répond à rien ; ni sur la stratégie ni, par conséquent, aux questions des militants. Il

répond à des interlocuteurs imaginaires qui lui posent des questions imaginaires. C'est la pratique de l'amalgame ».

Ces propos ont de quoi mécontenter la direction du PCF car ils reflètent le sentiment de nombreux militants devant le rapport de Marchais. Et l'on dit que, contrairement à ces déclarations, celui-ci continue à recevoir un nombre important de lettres contestataires. C'est sans doute la raison pour laquelle après avoir d'abord répondu par le mépris aux prises de position d'intellectuels du PCF, tel Althusser, pour essayer de minimiser le courant qu'ils reflètent, les dirigeants de ce parti semblent avoir décidé de passer à la contre-attaque publique.

Contre le gouvernement Giscard - Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Quelle voie prendre pour nos luttes, vers le socialisme ?

QUELLE VOIE PRENDRE POUR CHANGER DE REGIME ?

Un sondage publié durant ce week-end de Pentecôte vient d'annoncer que 18 % des Français pensent que le changement politique auquel ils aspirent se fera en France par une Révolution.

Ce sondage était effectué à propos de l'anniversaire de Mai 68 : dix ans après, les leçons de Mai ne sont pas oubliées. Bien sûr, tout n'est pas gagné pour autant et la révolution n'est pas pour Mai 78.

Elle se prépare toutefois dès aujourd'hui. Il est déjà si difficile de lutter aujourd'hui, de mobiliser ses camarades de travail, de savoir s'organiser dans la grève, de faire l'unité dans la lutte. L'exemple de la lutte pour l'emploi à Boussac ou à Terrin, de la lutte pour les conditions de travail à la RATP, le montrent bien. Il ne suffit pas d'appeler à la grève pour qu'il y ait grève. Il ne suffit pas de faire grève pour gagner à coup sûr.

Toutefois, c'est bien ainsi que l'on peut gagner. C'est bien ainsi aussi que l'on prépare la révolution. C'est dans la lutte que l'on gagne des camarades de travail, que la classe ouvrière s'organise, se renforce dans sa volonté de changement véritable, qu'elle apprend à lutter.

La révolution, elle se prépare aujourd'hui dans

les piquets de grève et l'occupation de Terrin, dans les assemblées générales et les essais de coordination de la lutte de la RATP.

Face à cela, les propositions du Programme commun, du XXIIe congrès du PCF ou du congrès de Nantes du PS ont pu paraître plus séduisantes à de nombreux travailleurs. Une campagne électorale démagogique, des arguments à ras de terre (la fameuse démonstration de Marchais : « Les riches peuvent acheter de gros bijoux, c'est un scandale »), allaient paraître-ils, convaincre des tas de gens des bienfaits d'un changement destiné selon la ligne du 22e congrès à mener au socialisme. Par un « bon » bulletin de vote, on réglerait tous nos problèmes. Certes, de telles propositions peuvent paraître bien alléchantes. Pourtant l'expérience des travailleurs eux-mêmes tend également à leur faire penser que « ça serait vraiment trop facile ». Ne sont-ils pas confrontés à la répression policière parfois alors qu'ils ne font que défendre leur pouvoir d'achat et leur emploi ? Ce bon sens, issu de l'expérience des luttes quotidiennes, amène à se poser la question : « Est-il vraiment possible d'aller au socialisme par la voie des élections et sinon comment préparer le changement de régime ? ». C'est à cette question que nous tâcherons de répondre demain.

Philippe LECLERQ





● Alsthom - St-Ouen Grève totale depuis 3 semaines dans une équipe

Depuis le 25 avril, l'équipe de connexions est en grève. Tout a commencé par l'offensive menée par la direction pour obliger les ouvriers de l'équipe à étamer.

Autrefois, l'étamage se faisait dans un local spécial par un ouvrier affecté à ce travail, mais ce local étant vétuste et insalubre, il devait être modernisé.

Alors la direction pour des raisons de rentabilité, a décidé de le fermer et d'obliger les ouvriers de l'équipe connexion à étamer au mépris de leur qualification et au mépris de leurs conditions de travail, d'hygiène, de sécurité.

Vu le refus unanime des huit ouvriers de l'équipe de se soumettre à ce diktat patronal, la direction a frappé en donnant une mise à pied à trois ouvriers, en prétextant injustement le refus de travail.

L'équipe s'est alors mise

totallement en grève. Le lendemain, le chef de fabrication a dit qu'il suffirait d'étamer douze heures par mois pour tout l'atelier.

Après réunion de l'équipe, il a été décidé d'accepter cette solution. Mais le lendemain, la direction revenait à l'offensive et triplait ses exigences.

Depuis, la solidarité s'organise sur l'usine : un arrêt de travail a eu lieu dans l'atelier puis sur l'usine entière.

Le soutien financier se développe activement car, comme d'habitude, la direction de l'Alsthom cherche à cesser toute lutte collective pour faire croire aux ouvriers qu'il ne sert à rien de lui résister.

Mais les ouvriers maintiennent leur unité. Ils ne font que se défendre contre les attaques incessantes du patronat et ils n'acceptent pas son diktat.

● Tour Maine-Montparnasse (Paris) En grève illimitée

Les employés de la tour Maine-Montparnasse (employés par le syndicat des co-propriétaires de la tour) avaient fait une journée de grève le 3 mai pour appuyer leurs revendications. Face à l'intransigeance de la Cogetom (syndic des propriétaires), ils sont à nouveau en grève illimitée depuis le 8 mai. Dans la tour, les employés du grand magasin Inno sont aussi en lutte. Les deux luttes sont suivies massivement à 90 %.

Le personnel de la tour est composé de liftiers, postiers, gardiens, hôtes, agents de sécurité, agents affectés à l'entretien, au compactage des ordures, à la cour-camion.

Ce qu'ils refusent, c'est :
- De travailler 24 h consécutives, puis arrêt de 24 h, puis reprise à nouveau 24 h, et ainsi de suite, sans dimanche ni jours fériés (c'est le cas de certains d'entre eux).

- De travailler le lundi de Pentecôte (ou un autre jour férié) en étant payé comme un jour ordinaire.

- De voir leur pouvoir d'achat diminuer sans cesse.

- De travailler de nuit sans la moindre compensation ;

Outre les quelques 110 employés du syndicat des co-propriétaires, le personnel de diverses sociétés assure l'entretien des ascenseurs, la climatisation, le nettoyage.

Ce qu'ils veulent, c'est :

- 300 F pour tous
- Augmentation des effectifs (les mêmes aujourd'hui que lorsque la tour

n'était pas toute occupée)

La Cogetom est un patron de choc : ainsi, par exemple, elle prétend imposer aux gardiens les cheveux courts, l'inspection des chaussures, l'interdiction d'avoir les mains dans les poches, de se parler, etc.

- Deux jours de repos consécutifs fixes pour les gardiens travaillant en 3x8 : c'est un minimum pour la vie de famille.

- Le repos le samedi pour les standardistes

- Le paiement double des jours fériés travaillés, une prime pour le travail de nuit (gardiens et agents de sécurité).

Comme le disent les grévistes dans le tract qu'ils ont diffusé aux employés et personnels des bureaux

de la tour pour les appeler à la solidarité : « Avec vos organisations syndicales, vous pouvez exiger des propriétaires qu'ils traitent leurs employés comme vous-mêmes souhaiteriez être traités... Vous ne pouvez accepter que votre confort, votre sécurité reposent sur l'injustice sociale ».

Les employés de la tour ont décidé la grève illimitée en assemblée générale : ils entendent bien obtenir satisfaction.

Quant au personnel du magasin Inno, il fait des débrayages surprises depuis le 26 avril pour obtenir :

- 500 F d'augmentation pour tous (les salaires vont actuellement de 1 815 F à 2 045 F)

- Une prime de 1 200 F
- La fermeture du magasin les jours fériés.

● PCUK Licenciements en chaîne...

Depuis 1972, PCUK a fermé successivement les usines de Huringe (80 travailleurs), Saint-Denis (500 travailleurs), les ateliers de chrome à Wattrelos (200 travailleurs), les labos à Saint-Denis (90 travailleurs), le CERP de Joinville (20 travailleurs) ainsi que de nombreux ateliers à Villers-Saint-Paul, La Madeleine, Loos, Aubervilliers. Plusieurs agences ont été supprimées et restructurées.

Alors que PCUK absorbait les usines de Harnes, Villers-Saint-Sépulcre et Plastimer-siège, les effectifs qui auraient dû augmenter de plus de 1 000 travailleurs sont passés de 18 000 à 17 000, soit, en fait, plus de 2 000 suppressions d'emploi qui ne sont que des licenciements déguisés.

Les licenciements des plus de 60 ans, puis des plus de 58 ans, les mutations sous contrainte, véritables déracinements qui aboutissent le plus souvent à des départs « volontaires » ont été les moyens utilisés par PCUK.

Le 10 mai 1978, PCUK a annoncé la fermeture de l'atelier d'acrylonitrile à l'usine d'Yvours, à Pierre Bénite, soit 250 suppressions d'emploi, la fermeture des ateliers d'ammoniac et d'urée à Paimbeuf, soit 100 suppressions d'emploi, la fermeture à terme de l'usi-

ne d'Aubervilliers et une nouvelle vague de licenciements à 58 ans.

Et nous savons que de nombreux ateliers et usines sont menacés : ce sera pour le prochain comité central d'entreprise...

Ces décisions résultent de la volonté politique de PUK d'exploiter davantage les travailleurs et de les contraindre à la misère pour préserver le sacro-saint profit des grands capitalistes.

Correspondant HR-Lyon

● Eaton-St-Nazaire Opération « portes ouvertes » ce week-end

(Suite de la page 8)

Les revendications sont donc claires : reconnaissance des qualifications professionnelles et obtention des droits et avantages sociaux similaires aux autres entreprises de la métallurgie de St-Nazaire.

Le débrayage se poursuivant depuis plus de trois

semaines de manière très suivie, la direction prétextant que les fiches de suivi de production n'étaient pas remplies depuis cinq jours a annoncé une mise à pied de trois jours des 29 travailleurs de la ligne d'assemblage le jeudi 11 mai.

Par cette mesure de mise à

pied, la direction a mis une entrave à toute négociation sur les classifications. Une partie des ouvriers a discuté toute la nuit du 11 au 12 mai avec le directeur du personnel et le directeur de l'entreprise.

Après visite d'un huis-sier, le sous-préfet a envoyé les flics à 6 h du matin pour « libérer » ces messieurs. Vendredi à 8 h, une assemblée générale a décidé une grève de 24 heures reconductible, l'occupation et une opération portes-ouvertes samedi et dimanche.

Il n'y a eu aucun contact avec la direction vendredi, mais celle-ci a fait couper le téléphone et la cantine.

La direction prétend que l'action en cours risque de compromettre la viabilité de l'usine, ce qui n'est absolument pas croyable.

Riposte immédiate, vigoureuse et unanime aux 29 mises à pied, l'opération porte-ouvertes de samedi et dimanche a été un succès.

De nombreux travailleurs de la région nazairienne sont venus s'informer et apporter leur soutien aux travailleurs de chez Eaton. A l'entrée un panneau nous accueille :

« Eaton, centre de l'exploitation des travailleurs nazairiens par une multinationale américaine », à l'intérieur des panneaux nous expliquent les conditions de salaires et de travail : un seul travailleur pour deux, trois, voire cinq machines dans certains secteurs.

Les responsables syndicaux nous ont par ailleurs longuement expliqué ce qui pour eux, constitue le problème de fond : le patronat refuse de reconnaître les organisations syndicales dans l'entreprise alors que le taux de syndicalisation dans l'atelier atteint 80 %.

Dimanche soir, les ouvriers devaient se prononcer sur la poursuite de l'action au cours d'une assemblée générale convoquée à l'issue de l'opération porte-ouverte.

Correspondant St-Nazaire

● Ecole d'agriculture - Rodez Occupation des locaux

A la Roque, vingt enseignants sur vingt-deux sont auxiliaires et le personnel administratif et de service est « vacataire à temps plein ».

L'an dernier, quand l'école a été rachetée par l'État, tout le personnel a été licencié et a eu une proposition de réembauche comme auxiliaire-débutant, perdant ainsi leur ancienneté, alors que certains avaient dix à douze ans de maison.

De plus, la perte de salaire allait jusqu'à 1 000 F pour certains.

Aussi, à part cinq personnes, tout le personnel est parti (70 % sont encore au chômage à l'heure qu'il est) et la presque totalité du personnel est devenue auxiliaire - avec un contrat d'un an - Tous les postes d'auxiliaires seront mis en mouvement (n'importe qui peut se présenter et prendre la place à la prochaine rentrée). Ce qu'ils veulent, dans un premier temps, c'est la garantie de leur place pour l'an prochain, et à long terme, la garantie de l'emploi sur place et la titularisation des auxiliaires et non-titulaires de la fonction publique.

Devant l'échec de toutes les actions entreprises pour négocier (grèves tournantes, grèves régionales, délégations, envoi de lettres, etc.), le personnel occupe les locaux administratifs de l'école. Une rencontre a lieu, jeudi soir, avec les élèves pour leur expliquer la situation et la popularisation va s'étendre sur la ville et la région. L'action est soutenue par la CFDT, la CGT et la FEN.

Correspondant
HR-Aveyron
après discussion avec
les grévistes



Expulsions au Marais - Paris

Ça ne se passera pas comme ça !

Vendredi 12 mai, à 8 h 30 du matin, la police municipale de Paris et les CRS investissent le quartier bas du Marais en encerclant l'îlot Saint-Paul et l'îlot François Miron. Les policiers chargés de couvrir l'opération ont le mousqueton à l'épaule. Les camions de déménagement, protégés par les cars de police, se rangent devant les immeubles de la rue François Miron, de la rue Saint-Paul et de la rue Charlemagne.

Rue François Miron, c'est la Ville de Paris qui exécute l'expulsion de la famille Saada. Dans les deux autres rues, c'est la RIVP (Régie immobilière de la Ville de Paris) qui a exigé l'expulsion de force.

Ces deux opérations sont menées en même temps tellement RIVP (contrôlée majoritairement par des groupes financiers privés) et la Ville de Paris marchent la main dans la main.

EXPULSIONS SANS SOMMATIONS

Les locataires n'avaient pas été prévenus 48 h avant l'expulsion, comme la loi l'exige. Les déménagements forcés ont eu lieu sous la menace des fusils.

L'Intercomité du Marais est venu immédiatement s'opposer aux expulsions. Ses membres ont été « priés » de circuler.

RIPOSTE IMMÉDIATE

Chirac et les promoteurs ont frappé par surprise sans s'embarrasser des formes légales. Ils avaient peur de la mobilisation qu'ils auraient rencontrée si l'avis d'expulsion avait été envoyé.

délégation des habitants est allée le matin même à la



19 h : manifestation à l'appel de l'Intercomité du Marais.

mairie pour exiger le relogement immédiat dans le quartier avaient le cœur

blement était organisé par les habitants au métro Saint-Paul. A partir de 16 h, des militants de l'Intercomité ont diffusé un tract.

A 17 h 45, nous avons vu arriver une délégation du PCF, banderole en tête, et avec des tracts se terminant par un bulletin d'adhésion. Une fois de plus, les dirigeants locaux du PCF entraînaient leurs militants dans une manœuvre de récupération pour donner l'illusion que le PCF jouait un rôle important dans la lutte du Marais.

que l'Intercomité avait besoin de tous les moyens pour mobiliser la population.

A 18 h, une manifestation importante a parcouru les rues autour des îlots investis le matin même par la police.

La manifestation de l'Intercomité était nombreuse et déterminée. Beaucoup de banderoles et de panneaux expliquant la situation, des mégaphones, les mots d'ordre étaient repris avec force, de multiples entreprises étaient présentes ainsi que l'UL-CFDT.

La manifestation s'est arrêtée plusieurs fois devant des immeubles en rénovation pour expliquer la situation et le cas particulier de ces immeubles (par exemple, au 6 rue de Fourcy que la Ville de Paris attribue au MJE, comme dit l'Intercomité : « Foyer d'accueil pour étudiants privilégiés et amateurs de meubles anciens ». C'est pour cela qu'on a expulsé tous les locataires du 6 et laissé les logements vides depuis cinq ans).

La manifestation a montré la mobilisation rapide des habitants et le soutien actif qu'ils avaient. Ils expulsent ? Ça ne se passera pas comme ça !

QUI SONT LES EXPULSÉS ? ET POURQUOI ?

Îlot Saint-Paul : quatre locataires en titre. Rue François Miron : la famille Saada, Yolande et ses quatre enfants. Ils avaient reçu, fin janvier, un avis d'expulsion sans relogement dans le quartier. Depuis janvier, c'est le silence de la mairie rompu brutalement par les événements de vendredi. Immédiatement après les expulsions, les équipes de casseurs ont commencé leur travail et les logements ont été murés. La rénovation lourde est en marche avec son cortège de bonnes affaires, d'entreprises bien placées auprès de Chirac. Au bout, il y a les loyers les plus élevés, les charges écrasantes (chauffage « tout électrique ») et des impôts spéciaux.

Pourquoi ces expulsions illégales, inutiles même vu l'état de la rénovation sur le quartier ? Ce pouvoir a voulu frapper les irréductibles, il a voulu les punir pour l'exemple, pour fait de résistance. Ainsi, il cherche à faire régner l'insécurité, à diviser les habitants, à isoler ceux qui luttent. Le pouvoir obtiendra probablement l'effet inverse. Ils nous faut soutenir et renforcer la lutte unitaire des habitants du Marais.



9 h : expulsion au 82, rue François Miron de Yolande Saada et de ses quatre enfants.

Pendant la journée du quartier de toutes les familles expulsées. L'après-midi, un rassemblement de ce tract-bulletin d'adhésion du PCF alors

• Allemagne de l'Ouest
Brejnev menace :

«ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE»

L'HUMANITE ROUGE A «TRIBUNE LIBRE»
Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40
SUR LE THÈME
«LES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF»

Editorial
S'unir dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Le No 30
de l'Humanité rouge
bimensuel est paru

Des militants de 15 à 68 ans ont choisi le PCMLF

L'Humanité Rouge
BIMENSUEL 3 F

PCF : LA CRISE. POURQUOI ?

Radios libres

«Abesses Echos» en plein air

Samedi 11 h. quelques gouttes de pluie tombent encore Place des Abbesses dans le 18^e arrondissement de Paris. Il y a là quelques jeunes qui attendent quelque chose. C'est une heure animée et sur la place, les gens du quartier passent et repassent. Un groupe apparaît soudain et s'installe sur un banc, déploie une affiche verte et blanche d'«Abesses Echos».

«Abesses Echos» est une radio libre qui doit ce samedi à 11 h émettre en public pour la première fois. Je m'approche du groupe en espérant que ces jeunes, une dizaine, me confirmeront que l'émission aura bien lieu et pour aussi me présenter.

L'émission va bien avoir lieu.

On me demande si j'ai un transistor. Bien sûr, je n'en ai pas. Mais bientôt, un premier poste apparaît, autour duquel on s'attroupe pour écouter les premières paroles et notes de musique. Puis deux, trois transistors font ensuite leur apparition. Petit à petit, les gens s'approchent, s'arrêtent intrigués. On écoute. Il est difficile de bien entendre dehors dans le bruit. On se croirait revenu aux premiers temps de la radio ou l'écoute était difficile. Une vingtaine de personnes sont là maintenant, quand tout à coup, l'émission cesse.

On annonce qu'elle va reprendre dans quelques instants et que puisqu'il ne

peut pas, elle va pouvoir se poursuivre en public. Cela présente un certain risque car la police a, ces derniers temps, fait la chasse aux radios-libres. Or, «Abesses Echos» a annoncé dans la presse depuis plusieurs jours qu'elle émettrait en public, ce jour-là place des Abbes-

sez sommaire. Une antenne est posée à même le sol sur ces trois ou quatre pieds. L'émission peut recommencer.

En fait, si l'émission est publique, elle n'a pas lieu pour autant en direct puisque c'est une cassette ou une bande déjà enregistrée

car je n'arrive pas avec mon poste à vous avoir». Effectivement, et c'est là une des difficultés de l'écoute des radios locales, c'est qu'elles sont assez difficiles à repérer semble-t-il. Il faut faire preuve de précision et de patience. Un moment après, deux jeunes arrivent et di-



«Abesses-Echos» au cours d'une émission (Photo Dominique Levesque).

ses à 11 h. Aussi, après les perquisitions et les poursuites judiciaires contre Radio 93 et contre «Les Radioteuses», il n'est pas exclu que les flics débarquent place des Abbesses.

Quelques instants après, les copains arrivent avec le matériel qu'ils installent sur un banc. C'est un matériel

qui est diffusée. Les animateurs d'«Abesses-Echos» en effet prêtent leur matériel à tous ceux qui le désirent. Ce samedi, les animateurs du jour parlent de rêve et de poésie, font passer de la musique classique.

Quelques gouttes recommencent à tomber. Vite, on pose un imperméable sur le matériel. Tout autour des transistors, on s'agglutine. Bientôt il y a là une quarantaine de personnes qui écoutent, attentives à l'expérience plutôt qu'au contenu de l'émission. Il y a là surtout des jeunes mais aussi des moins jeunes. Une vieille dame s'arrête et demande si c'est bien là l'émission annoncée. Très intéressée, elle demande si la nouvelle radio du quartier donnera les nouvelles du quartier. «Je vous ai déjà écouté, dit-elle, mais pas chez moi

sent : «C'est chouette». Et ils se proposent pour faire le guet au cas où les flics arriveraient.

Une expérience donc, intéressante, mais qui demeure encore marginale et qu'il faut rendre plus populaire. Mais il est vrai que ce n'est que le début des radios-libres qui en sont à leurs premiers pas. Mais déjà, elles trouvent devant elles la toute-puissance de l'État bourgeois qui veut conserver le monopole des moyens d'information et veut étouffer dans l'œuf des tentatives qui peuvent donner naissance à une autre information, une autre radio.

Ecraser les fascistes, c'est possible

Le GUD à la fac de Lille III, second épisode

Vidés une première fois le 22 mars, les fascistes du GUD et du PFN sont venus mardi 9 mai diffuser un tract. Il semblait difficile de les vider violemment comme la première fois, mais un groupe important de profs et d'étudiants s'est rapidement rassemblé et a permis de leur donner une bonne leçon !

Dans un premier temps, il y a eu une certaine indécision vue la parade des gorilles du GUD et le petit nombre d'étudiants. Comment faire pour être plus nombreux ? On a évité de foncer de manière minoritaire et on a su faire participer le maximum de monde.

Devant un ennemi aussi évident, une majorité d'étudiants s'est unifiée : «Pas de liberté pour les fascistes et les racistes». On a exploité les divisions internes aux fascistes (GUD plus «terroriste, PFN plus «politique») en les prenant à partie, en les forçant à s'expliquer, en les ridiculisant : il faut dire qu'un des gorilles du GUD a carrément exhibé sa matraque ! Le groupe mobilisé rejoint par d'autres étudiants a encerclé les fascistes en raillant ceux qui jouaient les terreurs pour montrer qu'ils n'impressionnaient personne.

Cela les a mis dans un grand embarras, les casseurs du GUD étaient abandonnés par leurs copains du PFN. Cependant, la victoire n'a pas été complète, les fascistes ont pu sortir du cercle et finir de diffuser leur tract. On s'est rendu compte qu'interdire les fascistes, c'est possible, mais qu'il faut pour cela savoir

unir tous les antifascistes (profs qui ont été obligés de prendre position, démocrates, progressistes, anti-racistes). On peut noter qu'un groupe punk qui jouait à 50 m de là ne s'est pas senti concerné et a continué son concert, malgré un appel fait au podium.

Il faut souligner que ce succès n'a pas été dû à un affrontement minoritaire mais à la participation consciente de nombreux étudiants hostiles au fascisme.

Correspondante facultés.

A la faculté de Tolbiac à Paris, un petit groupe de militants d'extrême-droite se réclamant d'un mouvement inconnu «Unité nationaliste», a tenté sans succès jeudi après-midi de pénétrer dans les locaux de la faculté de droit et sciences-économiques de la rue de Tolbiac (13^e).

Ils en ont été expulsés par la police après avoir distribué des tracts et molesté des fonctionnaires de l'université. Il n'y a eu ni blessé, ni interpellation. La police ménage ces individus.

Descente illégale de la police aux «radioteuses»

Jeudi soir vers 20 h 30, la police est intervenue au local des «Radioteuses», 9, rue St-Gervais à Paris sous le prétexte d'une requête du parquet relevant de la procédure de flagrant délit. La police n'a pu que vérifier l'identité des personnes pré-

sentes et fouiller le local. En fait de flagrant délit il n'y en avait pas jusqu'à l'arrivée des flics, l'émission n'avait pas commencé.

Ainsi donc la requête du parquet et l'intervention de la police étaient illégales.

Vers une rencontre nationale des radios libres

Jeudi dernier au siège de l'Association pour la libération des ondes s'est tenue une réunion des radios libres : parmi ces dernières étaient présentes «Onz'débrouille», «Radio verte», «Radio Fil rose», «Noctilucque», «Radio Zone» pour Paris, «Calamine», «Radio Fessenheim», «Radio libre 59», «Uylens-Piegel», «Détraqué», «Sortie de secours», «Campus», pour la province.

Les représentants ont décidé d'imposer les radios-libres et le droit à leur existence. Pour cela, elles ont décidé de multiplier les initiatives.

Une rencontre nationale a été décidée à condition qu'elle ne se fasse pas sous l'égide de «Radio Fil bleu» qui est une radio giscardienne ou sous l'hégémonie de qui que ce soit. La prochaine réunion est fixée au mardi 16 mai.

Pour toute
correspondance,
téléphonez au
numéro suivant :
205 51 10

Une jeune institutrice se suicide

Une jeune institutrice de 23 ans, Françoise Bordelais, s'est pendue chez elle jeudi dernier. L'autoritarisme imbécile de la hiérarchie d'un inspecteur départemental, un nommé Groison, est la cause de ce suicide.

Françoise avait été convoquée au collège de Barbezieux pour participer à la Commission d'administration en classe de 6^e, présidée par l'inspecteur Groison.

Comme elle n'avait pas son dossier complet, l'inspecteur la réprimanda sévèrement et lui ordonna de

retourner chez elle. Trois heures plus tard, Françoise était morte. Celle-ci était une enseignante très sérieuse et qui avait déjà connu des classes difficiles avec des garçons et des filles d'une quinzaine d'années.

Ce qui, est en cause, c'est la dureté du travail des enseignants dans des classes surchargées, avec des élèves ne s'intéressant pas, le plus souvent, à un programme qui n'est pas adapté et qui ne sort pas prêts à la discipline qu'on leur demande. Les neuf mois, et demi de l'année

scolaire usent les enseignants nerveusement et physiquement. Il n'est donc pas étonnant que certains craquent parfois.

Ce qui est aussi en cause en particulier c'est l'attitude de l'inspecteur. Il n'est pas exceptionnel que des inspecteurs exercent une véritable tyrannie imbécile sur les enseignants qu'ils inspectent ou dirigent. Les enseignants du CES de Barbezieux après la mort de Françoise ont décidé de cesser le travail, jugeant les propos de Groison comme ayant «dépassé les limites acceptables».

L'ALLEMAGNE DE L'OUEST FACE AUX AMBITIONS ET A LA DEMAGOGIE DE BREJNEV

En effectuant du 4 au 7 mai une seconde visite officielle à Bonn, Brejnev entendait surtout faire de la réclame pour la « détente ». Et il n'a reculé devant rien pour se faire passer pour un agneau pacifique, allant même jusqu'à évoquer la menace d'une nouvelle guerre. Les dirigeants de Bonn ont été dans son sens, mais le cœur n'y était guère. Toute la presse — et Scheel lui-même dans son toast à Brejnev — ont tenu à mettre l'accent sur les difficultés, voire les dangers des relations URSS-RFA.

L'Allemagne est au cœur de la rivalité des deux superpuissances. La République fédérale est directement confrontée à la menace militaire du social-impérialisme : juste à sa frontière, sont stationnés, en Allemagne de l'Est, plus de

meine», l'un des grands quotidiens de RFA, dénonçait ceux qui « cherchent le salut à l'Est » et écrivait : « La défense de la République fédérale dépend de la crédibilité du parapluie nucléaire américain, de l'efficacité de la dissuasion ». « Sans de bonnes relations avec Washington, poursuivait-il, la RFA perdrait le cordon ombilical de sa sécurité ».

Cette politique de défense, qui s'en remet à la superpuissance américaine, est commune à tous les grands partis bourgeois de RFA. Mais il y a toutefois des divergences réelles entre la coalition social-libérale au pouvoir et l'opposition chrétienne-démocrate.

DIVERGENCES AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

La coalition au pouvoir essaie, par la politique à l'Est, d'amadouer le tigre social-impérialiste. En même temps, elle a en vue les immenses marchés que l'URSS fait miroiter aux industriels ouest-allemands. Elle fait tout pour apporter à l'URSS la technologie et les crédits qui lui manquent. Mais les concessions, les cadeaux faits au social-impérialisme, toute cette politique d'apaisement ne calmeront pas son appétit. Ils constituent, au contraire, une aide apportée au développement de son potentiel militaire et donc de ses préparatifs agressifs.

À l'autre bout de l'échiquier politique de la bourgeoisie ouest-allemande, il y a la tendance représentée par Strauss, chef de file bavaroise de la Démocratie chrétienne. Bien qu'il ne condamne pas entièrement

la politique à l'Est de Brandt et Schmidt, il a toujours condamné sans détour l'expansionnisme soviétique, et cela lui a valu d'être la cible favorite des attaques de la machine de

propagande du Kremlin.

Mais à son égard aussi, Brejnev a usé de sa démagogie pour tenter de le convaincre de ses intentions pacifiques. Il lui a accordé — et ce fut presque l'événement

le plus marquant de sa visite — un long entretien, au cours duquel il lui a demandé pourquoi donc les chrétiens-démocrates voyaient en l'URSS un agresseur. Et Brejnev d'ajou-

ter : « Croyez-nous, nous ne voulons pas attaquer votre pays ! ».

Cela ne rappelle-t-il pas Hitler qui disait en 1938 qu'il n'avait plus aucune ambition territoriale...



Meeting contre le social-impérialisme, le 6 mai dernier, à Hambourg. Le camarade Christian Semler, président du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), prend la parole devant 3 000 personnes. Sur la banderole au fond : « Pensez à Prague ! ».

Brejnev voudrait faire la loi à Bonn

Pendant sa visite, Brejnev n'a pas cessé de s'en prendre aux forces politiques allemandes qui ne croient pas à la fausse détente. Il s'est plaint de la parution d'articles « anti-soviétiques » dans la presse. Et son ministre des Affaires étrangères, Gromyko, a même été jusqu'à dire : « Un gouvernement digne de ce nom de doit pas laisser passer cela ».

Déjà, à la dernière foire du livre à Francfort, l'URSS avait exigé le retrait d'une brochure dénonçant le social-impérialisme.

Ces messieurs se croient-ils déjà en pays conquis ?

300 000 soldats soviétiques et l'URSS aligne un nombre de divisions blindées bien supérieur aux forces de l'OTAN.

NE PAS CHERCHER LE SALUT A L'EST

Cette réalité menaçante, les beaux discours de Brejnev n'ont pas suffi à la chasser des esprits. Au lendemain de l'arrivée de Brejnev à Bonn, l'éditorialiste de la « Frankfurter Allge-

9 ans de « politique à l'Est »

- 1969 : Le dirigeant social-démocrate Brandt, devenu chancelier, lance la « politique à l'Est ».
- 1970 : Traité soviéto-ouest-allemand.
- 1971 : Accord quadripartite (URSS, USA, Grande-Bretagne, France) sur Berlin.
- 1972 : Traité fondamental entre la RFA et la RDA. Depuis, de nombreux accords de détail ont été conclus entre les deux États allemands. Ils permettent le développement des relations sur tous les plans, mais sont assortis de nombreuses concessions financières de Bonn.
- 1973 : Première visite de Brejnev à Bonn.
- 1974 : Arrestation de l'espion est-allemand G. Guillaume, qui était conseiller personnel de Brandt. Brandt doit démissionner, et est remplacé par Helmut Schmidt.
- 1978 : Seconde visite de Brejnev à Bonn ; signature d'un traité de coopération pour vingt-cinq ans.

A qui profite la coopération économique avec l'URSS ?

Quand Brejnev était venu à Bonn en 1973, cela avait été l'euphorie dans les milieux industriels ouest-allemands qui voyaient s'ouvrir d'immenses débouchés et s'annoncer d'immenses profits. Cinq ans après, c'est plutôt la déception.

De grands projets avaient été envisagés au début de la « politique à l'Est » : livraison par Mannesmann de tuyaux d'acier pour un immense pipe-line, construction par la Salzgitter AG d'une immense aciérie, près de Koursk, construction par la KWU d'une centrale nucléaire près de Kaliningrad. Cinq ans après, seul le premier projet est en cours de réalisation.

Entre temps, les difficultés se sont multipliées.

ACCORDS DE COMPENSATION

L'URSS conçoit les échanges économiques dans le cadre d'une « division internationale du travail », principe réaffirmé dans l'accord à long terme que Brejnev et Schmidt ont signé le 6 mai. Concrètement : la RFA fournit des machines, des usines, des produits d'une haute technologie. En échange, l'URSS veut lui livrer surtout des produits sortis des usines montées par l'industrie ouest-allemande. C'est ce qu'on appelle les « accords de compensation ».

Ainsi, l'entreprise Salzgitter va construire trois

grandes usines pétrochimiques en URSS — en échange, l'URSS livrera des produits sortis de ces usines, qui feront de la concurrence aux marchandises ouest-allemandes équivalentes et risqueront de menacer l'existence de branches entières de l'industrie ouest-allemande.

Les patrons sont inquiets. L'un des responsables du commerce avec l'Est, O. Wolff von Amerongen, déclarait récemment : « En aucun cas, notre économie ne doit se laisser enfermer dans une conception étroite de la compensation ». Mais le développement de ce type d'accord reste une exigence de l'URSS.

DES MILLIONS DE MARKS DE CRÉDITS

La seconde difficulté est

celle du financement. Les contrats se réalisent, grosso modo, en trois temps :

— Le financement : les banques allemandes accordent tout le crédit nécessaire.

— La livraison à l'URSS des usines, machines ou produits fixés par le contrat.

— Le remboursement par l'URSS.

Un exemple : en échange des tuyaux que Mannesmann fournit à l'URSS, la RFA recevra du gaz (importé d'Iran !) jusqu'en 2003.

Ce système de contrats présente des avantages évidents pour l'URSS : elle s'endette peut-être — mais elle a tout de suite la technologie qui lui manque. Pour l'industrie ouest-allemande, le risque est plus grand, vu l'étalement du remboursement. Et c'est une autre cause de difficultés.

Certes, les industriels de RFA sont désireux de trouver un terrain d'entente avec l'URSS. Ils seraient désolés de renoncer aux marchés que Brejnev leur fait miroiter.

Mais il est clair que ces accords sont surtout avantageux pour le social-impérialisme. A court terme, les monopoles ouest-allemands peuvent réaliser d'importants profits. A long terme, c'est plutôt un marché de dupes.

La question de Berlin

La question de Berlin est l'un des points importants de litige entre la RFA et l'URSS. Dans son toast à Brejnev, le président fédéral, Walter Scheel, l'a évoquée dans un passage que l'agence Tass a tout simplement censuré.

Le statut juridique de Berlin, qui est situé au cœur de la RDA, est réglementé par des nombreux accords internationaux. L'accord de 1971 stipule :

1) Que Berlin-Ouest n'est pas « partie intégrante » de la RFA,

2) Mais que les « liens » entre Berlin-Ouest et la RFA doivent être « maintenus et développés ».

Et c'est là-dessus que porte le litige. L'URSS voudrait que ces liens soient réduits au minimum. Chaque fois que des politiciens ouest-allemands tiennent une réunion à Berlin-Ouest, elle pousse les hauts cris. Par contre, l'URSS a profité de l'accord de 1971 pour développer sa présence à Berlin-Ouest, notamment en y installant un Consulat général — et l'on sait qu'une grande partie du personnel diplomatique soviétique est employé par le KGB.

On entend souvent dire que Berlin est le « baromètre de la détente ». En réalité, c'est le baromètre de l'expansionnisme soviétique.

COUP D'ÉTAT AUX COMORES

Un coup d'État a eu lieu aux Comores dans la nuit de vendredi à samedi. Il est encore difficile de savoir exactement les causes de ce renversement du président Ali Soilih.

Les îles Comores ont proclamé leur indépendance politique par rapport à la France, le 6 juillet 1975. Utilisant des moyens peu légaux comme des référendums séparés, le gouvernement français réussissait à garder comme colonie une des îles : Mayotte.

Or, le 12 mai, la veille du coup d'État au Comore, on apprenait que le gouvernement comorien avait accusé la France, mercredi dernier, « d'occuper militairement l'île comorienne de Mayotte ». Cette déclaration, et d'autres faits encore n'auraient pas plu au gouvernement français. Deux jours après, éclatait le coup d'État.

Debré, à « France-Inter », devait attaquer violemment l'ancien président renversé et Saïd Ali Mohamed, ancien député des Comores (avant l'indépendance) devait faire de même, confirmant ainsi l'hypothèse d'un coup d'État encore plus favorable au gouvernement français.

Cette même hypothèse a été reprise, prudemment il est vrai, par la radio malgache.

PAYS BASQUE ESPAGNOL

« La mort de nos camarades ne restera pas impunie », avait déclaré, vendredi, l'ETA, organisation basque, à propos de l'assassinat de deux de ses militants par la garde civile (police) espagnole.

Durant le week-end, des manifestations ont eu lieu à Pampelune, à Renterie, à Saint-Sébastien, à Bilbao, près de Barcelone. La caserne de la garde civile de Renteria près de Saint-Sébastien a été assiégée par un millier de manifestants au moins.

Les affrontements firent des morts dans certains endroits, la police n'hésitant pas à ouvrir le feu. Les patriotes basques ont répondu par les armes.

CHINE

Le président roumain Ceausescu a été reçu en visite à Pékin, lundi, il a été accueilli à l'aéroport par le président Houa Kouo-feng, par les vice-présidents Teng Siao-ping, Li Hsien-nien et Wang Tung-hsing, ainsi que le maire de Pékin et les vice-Premiers ministres Keng-Piao et Chen Mu-Hua. Cette visite est appelée à renforcer les relations d'amitié entre les deux pays.

URSS

Moscou a exprimé ses excuses à Pékin à propos de l'incident militaire créé par les Russes à la frontière chinoise il y a quelques jours.

La Chine maintient toutefois fermement ses accusations de provocation contre l'URSS en rejetant les explications de Moscou qui prétend que l'incident de frontière a été provoqué « par erreur ».

La Chine considère par ailleurs que les coupables doivent être punis et que l'URSS garantisse qu'aucun incident ne se produise à l'avenir. Pékin considère aussi que le communiqué russe aurait dû faire état des sévices subis par les civils chinois.

L'explication donnée par la partie soviétique n'est pas conforme à la réalité. Elle ne nous satisfait pas », précise la réponse officielle chinoise.

• Eaton-St Nazaire

Opérations «Portes ouvertes» ce week-end

Les travailleurs d'Eaton-Saint-Nazaire et leurs organisations syndicales CGT et CFDT poursuivent leur lutte pour la reconnaissance de leur qualification professionnelle. Après plus d'une semaine de grève début avril (suivie à 80% des ouvriers) sur des problèmes de répression et de mutations arbitraires et terminée par une victoire, les travailleurs de chez Eaton ont repris l'action sur les classifications par des débrayages à partir du 17 avril. En effet, comme le déclare un tract CGT-CFDT :

« Eaton (fabrication de boîtes de vitesses pour poids lourds) a profité au maximum du réservoir de main d'œuvre que constituent les chômeurs (plus de 7 000 à l'époque dans la région nazairienne) pour déqualifier à l'embauche la majorité des professionnels. Parmi les O3 (OS), on retrouve à Eaton des anciens OP1, OP2, OP3 avec une expérience de 5, 10 et même 30 ans. Mais Eaton ne veut pas reconnaître tous les diplômes professionnels de la métallurgie et encore moins l'expé-

rience professionnelle des travailleurs.

Pour les salaires, c'est bien sûr la même politique. Certains en entrant à Eaton ont perdu plus de 1 000 F par mois ».

En fait, la direction veut imposer la classification par poste. Or « les travailleurs ne sont pas des pressoboutons. C'est en effet le travailleur et lui seul qui est qualifié et non le poste qu'il occupe. Sans les travailleurs, les machines deviennent inutiles ».

(Suite page 4)



(Suite de la page une)

Le Zaïre occupe en Afrique une position stratégique décisive. C'est d'abord un enjeu économique ; des richesses minières considérables y sont concentrées, justement dans la province du Shaba : cuivre, zinc, uranium et autres métaux fort appréciés sur le marché mondial. Mais ce n'est pas seulement pour ça que le Zaïre intéresse le social-impérialisme russe. Celui-ci, par des manœuvres de subversion et l'intervention militaire dans lesquelles il utilise les soldats cubains comme mercenaires, s'est déjà implanté à l'Ouest, en Angola et s'installe à l'Est dans la corne de l'Afrique. Le contrôle du Zaïre, du fait de ses dimensions et de sa position centrale sur le continent permettrait aux Soviétiques de développer considérablement leur politique d'expansion.

Pour voiler ses agissements expansionnistes, Moscou spéculé sur le caractère antipopulaire du régime de Mobutu et l'opposition légitime qu'il suscite chez les peuples du monde et en premier lieu le peuple zaïrois. Le peuple zaïrois saura mener lui-même la lutte pour l'indépendance véritable et le progrès social. Quant à l'intervention de soi-disant « rebelles » du FLNC, il faut la désigner par son nom : c'est une agression menée avec l'aide et pour le compte de l'expansionnisme russe.

Derrière l'agression au Zaïre : l'URSS



Déjà, en mars 1977, les troupes zaïroises avaient repoussé les mercenaires katangais à la solde du social-impérialisme.

Appel du Parti communiste marxiste-léniniste de France aux machinistes de la RATP en grève

Démarré le 27 avril par les machinistes de Fontenay-aux-Roses, dans l'unité CGT-CFDT et de syndiqués FO, le mouvement s'est étendu rapidement à plusieurs dépôts.

Ceci montre le bien-fondé de nos revendications :

- Reclassement du machiniste
- 104 repos sans compensation
- 6 h 30 de moyenne journalière sur toute l'année
- Suppression du mois de mai du cycle de congés.

Ça montre aussi et surtout la grande combativité des travailleurs contre l'exploitation, et ceci, malgré les propos défaitistes des têtes syndicales du genre : « Après l'échec aux élections, il faudra 10 ans avant que les travailleurs se remettent à lutter ».

Et nous ne sommes pas seuls, camarades : chez Boussac, dans les Vosges, Terrin à Marseille, Duroi-Jacquet au Blanc-Mesnil, aux Tanneries de Bort-les-Orgues, à la SNCF, etc., les travailleurs se battent pied à pied. Ils refusent de faire les frais de la crise comme Barre et Cie le leur proposent : les ouvriers payent, les patrons empochent.

POUR SORTIR DE L'IMPASSE DES PARTIS DE GAUCHE

Depuis des années, ces partis tentent d'étouffer notre combativité par des grandes « journées d'action » et des grèves soupapes de 24 heures. Ils nous font miroiter les élections et autres législatives de 1978.

Mais plan Barre après plan Barre, leur impuissance éclate. Les travailleurs en ont assez !

Pour la première fois depuis longtemps, à la RATP, nous, machinistes, décidons démocratiquement en assemblées générales ré-

gulières du déroulement de la grève et des modes d'action.

Malgré les jaunes - ces non-grévistes qui sortent les bus malgré les explications des camarades - nous avons fait l'unité à la base, syndiqués et non-syndiqués, pour lutter classe contre classe, machinistes, face à l'intransigeance de la direction :

- Le 28 avril, Savary rejette nos revendications.

- Le 9 mai, sous la pression de 2 500 machinistes, (ce jour-là, 19 dépôts sur 23 sont dans la grève) qui manifestent devant le Siège, le sous-fifre de la direction accepte de recevoir une délégation de grévistes pour se foutre de leur gueule et refuse une fois de plus toutes nos revendications !

C'est le moment qu'a choisi la direction de la CGT pour démobiliser dans tous les dépôts, en proposant, avec l'ensemble des autres syndicats, une action « révolutionnaire » dans sa plus pure tradition : une heure de grève à chaque reprise de service et une journée d'enterrement de première classe le 18 mai !

S'UNIR DANS LA LUTTE CONTRE LES EXPLOITEURS

Camarades, ce n'est pas

la première fois que les travailleurs sont trahis par les direction syndicales, CGT en particulier (Mai 68, les grèves EDF, PTT et autres...). Parmi nous, nombreux sont ceux qui ont réagi. Plusieurs dépôts sont toujours en grève à 100%.

A leur exemple, poursuivons la mobilisation. Chacun dans notre section syndicale, soyons vigilants pour déjouer les manœuvres de trahison de certains dirigeants.

Elisons dans chaque dépôt des comités de grève pour que syndiqués et non-syndiqués dirigent la lutte dans l'unité ; c'est la coordination de ces comités, chaque jour à la bourse du Travail, qui doit nous permettre d'organiser notre lutte.

Déjà, des sections syndicales ont popularisé notre lutte dans leurs entreprises. Multiplions ces initiatives !

Ce sont ces méthodes de lutte, pratiquées pendant des années par la CGTU, qui ont permis la victoire de 1936.

Notre lutte est juste la direction doit céder ! Tous dans l'action, unis, nous vaincrons !

Paris le 15 mai 1978

Des machinistes du PCMLF

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
 Prénom
 Adresse
 Profession